

**Loi du 18 juillet 2018 concernant
la protection de la nature et des ressources naturelles**

**Avis ministériel concernant le projet d'aménagement général
de la commune de Strassen**

N/Réf : 72986
Dossier suivi par : Philippe Peters
Tél. : 247 86827
E-mail : philippe.peters@mev.etat.lu

1. Contexte légal

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN) ;

Vu plus particulièrement son article 5 en vertu duquel tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant du vote du conseil communal conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'avis du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ;

S'agissant en l'espèce d'un avis relevant de la procédure d'approbation du plan d'aménagement général et revêtant de ce fait un caractère réglementaire, les critères d'appréciation en la matière sont circonscrits par les objectifs de ladite loi tels que déterminés dans son article 1^{er}, libellé à savoir :

- la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel;
- la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels ;
- la protection et la restauration des biotopes, des espèces et de leurs habitats, ainsi que des écosystèmes ;
- le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques;
- la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations ;
- le maintien et la restauration des systèmes écosystémiques ; et
- l'amélioration des structures de l'environnement naturel.

Considérant qu'il s'ensuit que le choix des surfaces destinées à être urbanisées devrait se porter prioritairement sur des terrains ne représentant pas ou peu de sensibilités environnementales;

Vu son article 33 aux termes duquel le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne marque son accord sur le plan ou projet que si celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité d'une zone Natura 2000, sur base d'une évaluation des incidences à réaliser en vertu de l'article 32 ;

Vu son article 17 relatif à la protection des biotopes, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation est évalué non favorable et

l'obligation de soumettre toute réduction, destruction ou changement des milieux naturels précités à l'autorisation du Ministre ;

Vu son article 21 en vertu duquel la destruction des sites de reproduction et des aires de repos et d'hibernation des espèces intégralement protégées est interdite et considérant que tout corridor majeur de déplacement et toute aire de chasse essentielle y fonctionnellement liés font partie des sites et aires protégés mentionnés par l'article 21 ;

Que par ailleurs, il convient de rappeler qu'à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes, le législateur a instauré un système d'évaluation préalable au niveau de la planification des plans et programmes. La plus-value de la prédite loi réside donc dans le fait que sa juste application devrait permettre d'aboutir à une sécurité juridique à un niveau de planification suffisamment précoce et d'éviter le scénario que les études d'impact requises à des stades ultérieurs de la procédure concluent à la non-faisabilité du projet ;

2. Avis

Vu le projet d'aménagement général tel que soumis au conseil communal de Strassen dans sa séance du 27 février 2019 ;

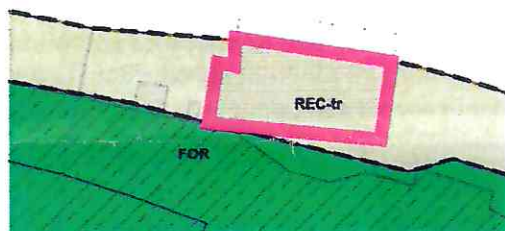
En ce qui concerne les modifications de la délimitation de la zone verte,

1. toutes les modifications rendant à la zone verte des portions de terrain par un redressement de la délimitation de certaines zones urbanisées ou destinées à être urbanisées respectivement le reclassement en zone verte **peuvent être approuvées** dont notamment
 - le reclassement de la zone NQ ZADMIN au lieu-dit « Grousswiss »,
2. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **peuvent être approuvées à condition que**
 - la délimitation de la zone 2¹ (zone Spec-ad, zone Eco-c1) soit adaptée pour épargner les biotopes protégés existant au sud-ouest. La délimitation de la zone à l'ouest le long de l'autoroute est à redresser pour réduire son impact sur le maillage écologique existant et pour éviter que le rapprochement futur des bâtiments vers la crête entre le terrain plat et la pente arborée en réduisent la fonctionnalité (voir liséré en bleu). En outre, la servitude « trame verte » est à adapter en interdisant la construction du réseau routier à l'intérieur de la « trame verte »,

¹ Numérotation appliquée dans le cadre du rapport environnemental



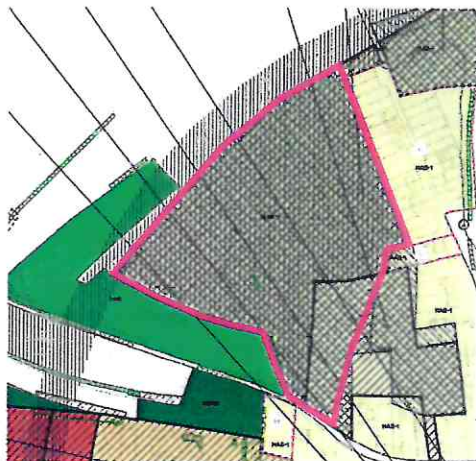
- la délimitation de la zone 19 se limite à la construction (bâtiment) existante et que la partie écrite de la REC soit précisée pour en limiter l'utilisation à l'équitation au vu de la localisation du site à proximité directe d'une zone Natura 2000 et de la sensibilité du site localisé dans un vallon étroit entre deux forêts,



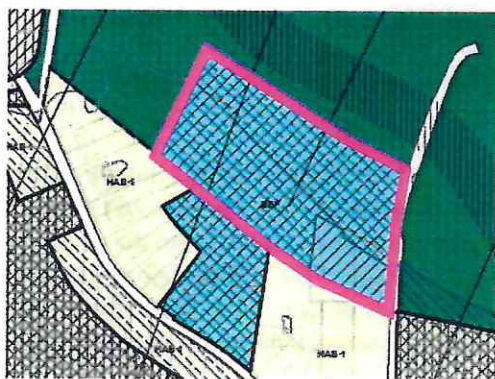
- la servitude « espace vert », superposant la zone 12 PAP NQ Hab1 Pescher 5 & 6b, soit précisée pour garantir la qualité écologique du maillage des espaces verts à mettre en place par les conditions suivantes : a) interdiction de la mise en place du réseau routier dans la zone couverte par la servitude, b) précision que l'éclairage y est à réaliser de manière non nocive pour les insectes/chiroptères, c) l'aménagement des espaces verts est à réaliser selon les principes d'un aménagement écologique (extensifs, matériaux naturels, espèces indigènes adaptées à la station...),
- la partie écrite relative à la régularisation du site Kandel (zone 16) soit précisée par une définition du terme « tourisme rural », respectivement des constructions liées à l'équitation et l'exploitation agricole autorisables, au vu de l'exposition du site à l'entrée du village ;

3. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **ne peuvent pas être approuvées**, à savoir

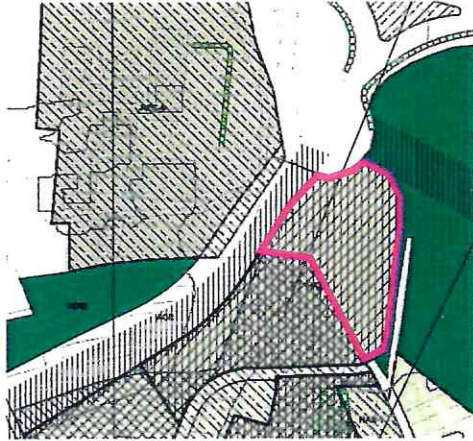
- la zone 10 (rue des Carrières), dont une grande partie constitue une modification de la délimitation de la zone verte, en raison de la présence potentielle d'espèces protégées et d'habitats potentiellement essentiels et en l'absence d'études de terrain ;



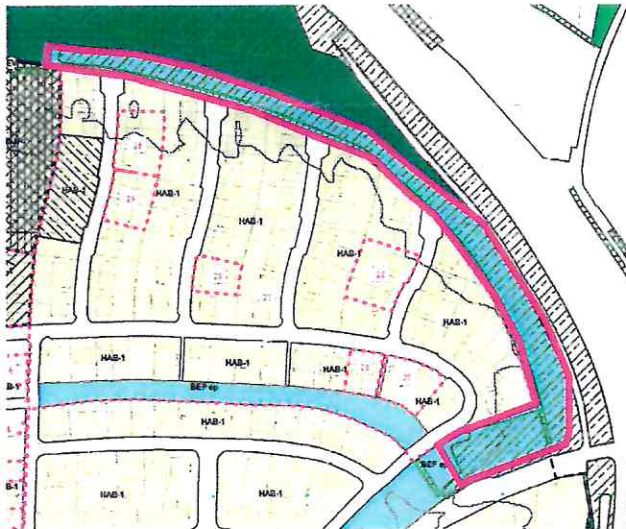
- la zone 15 (Schleiberg) alors qu'elle constitue une excroissance significative dans le paysage ouvert à réaménager par rapport à la bordure cohérente prévue dans le projet de PAG pour la partie nord du tissu urbain existant et encore à développer ;



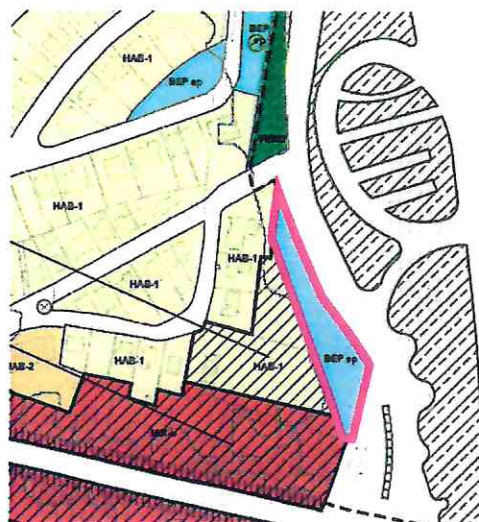
- la zone au nord de la zone 11 (Potent/Bolleschmuer – partie 4) constituant une excroissance supplémentaire réduisant considérablement la création d'un maillage écologique de qualité avec la zone de verdure au nord ;



- la zone BEP-ep envahie de biotopes protégés allant du croisement rue des carrefours/rue des muguetts vers l'autoroute pour longer celle-ci et former une lisière au nord des zones destinées à être urbanisées ;



- la zone BEP-ep à l'Est du Val des Roses dotée de structures écologiques (tampon avec l'autoroute) dans la ligne de la zone de verdure désignée au nord et formant un maillage relativement cohérent ;



4. toute autre modification de la délimitation de la zone verte qui constitue une extension des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées **peut être approuvée.**

Cas particuliers :

- Dans l'esprit de ce qui précède, mais sans constituer un critère de refus, je tiens à encourager la commune à classer également les extensions de la zone BEP à l'est entre la Mairie et la rue Feyder ainsi que la partie à l'est de la rue Feyder en zone BEP-ep, de même que la zone BEP à l'ouest du Centre culturel afin de maintenir un corridor d'espaces verts publics aussi cohérent que possible.
- Pour ce qui en est de la zone BEP-ep située en pente entre le Cité Rackenberg et rue de Reckenthal, qui ne constitue pas une extension, un classement en zone de verdure est recommandé au vu des structures écologiques existantes faisant partie du maillage entre l'espace intra- et extra-urbain.
- Finalement, sans que la zone superposée n'engendre une modification de la délimitation de la zone verte, il est vivement recommandé de ne pas superposer la zone de verdure au lieu-dit « Schleiderg » par un couloir pour projets routiers en l'absence d'un plan final du réaménagement de la décharge pour déchets inertes.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable



Carole Dieschbourg

Copies pour information :

Ministère de l'Intérieur,
Administration de la nature et des forêts

